

Bulletin officiel n° 4214 du 14 safar 1414 (4 août 1993)
Dahir n° 1-85-162 du 6 hija 1413 (28 mai 1993) portant publication de l'accord relatif aux
transports aériens entre le Royaume du Maroc et la République du Zaïre,
fait à Rabat le 3 novembre 1976.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse DIEU en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord relatif aux transports aériens entre le Royaume du Maroc et la République du Zaïre, fait à Rabat le 3 novembre 1976 ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur dudit accord,

A décidé ce qui Suit :

Article Unique : Sera publié au Bulletin officiel, à la suite du présent dahir, l'accord relatif aux transports aériens entre le Royaume du Maroc et la République du Zaïre, fait à Rabat le 3 novembre 1976.

Fait à Rabat, le 6 hija 1413 (28 mai 1993).

Pour contresaigner :

Le Premier ministre,

Mohammed Karim-Lamrani.

*

* *

Accord
entre le Royaume du Maroc et la République du Zaïre
relatif aux transports aériens

Le Gouvernement de S.M. LE ROI du Maroc,

et

Le Conseil Exécutif de la République du Zaïre,

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Maroc et le Zaïre et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944, ci-après désignée la Convention" ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article Premier : Les parties contractantes s'accordent d'une manière réciproque les droits et les avantages spécifiés au présent accord, en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexe II ci-jointe.

Article 2 : Pour l'application du présent accord et de ses annexes :

- a) Le mot "territoire" s'entendra au sens de l'article 2 de la convention.
- b) L'expression "Autorités aéronautiques" signifie :
 - en ce qui concerne le Maroc, le ministère des travaux publics et des communications - Direction de l'Air.
 - en ce qui concerne le Zaïre, le département des transports et communications - Direction générale de la régie des voies aériennes.
- c) L'expression "entreprise désignée" signifie une entreprise de transport aérien que l'une des parties contractantes aura désignée par écrit, conformément à l'article 17, comme étant l'entreprise autorisée à exploiter les services agréés dans le cadre du présent accord.
- d) Les expressions "équipement de bord", "provisions de bord" et "rechanges" s'entendront au sens des définitions figurant à l'annexe 9 de la convention.

Article 3 : Afin d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer une parfaite égalité de traitement, les parties contractantes conviennent que :

- a) Les taxes ou autres droits fiscaux et redevances perçus par chaque partie contractante pour l'utilisation des aérodromes et autres installations aéronautiques sur son territoire par les aéronefs de l'autre partie contractante ne devront pas être plus élevés que ceux payés par les aéronefs nationaux de même type employés à des services internationaux similaires ;
- b) sous réserve de l'observation des règlements de la partie contractante intéressée :
 1. Les aéronefs utilisés par les entreprises désignées de l'une des parties contractantes, introduits sur le territoire de l'autre partie contractante, ainsi que les carburants, les huiles, lubrifiants, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autres droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit ;
 2. Les carburants, les huiles, lubrifiants, les pièces de rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe 1 ci-dessus seront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre partie contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires ;
 3. Les carburants, huiles et lubrifiants, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une partie contractante sur le territoire de l'autre et réimportés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.

Article 4 : Chaque partie contractante s'engage à assurer à l'autre partie contractante le libre transfert, au taux officiel, des excédents de recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire à raison des transports de passagers, bagages, envois postaux et marchandises effectués par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante.

Article 5 : Toute entreprise désignée par une partie contractante pourra maintenir son propre personnel technique et administratif indispensable sur les aéroports et dans les villes de l'autre partie contractante où elle a l'intention d'avoir sa propre représentation. Dans la mesure où une entreprise désignée renonce à avoir une organisation propre sur les aéroports de l'autre partie contractante, elle chargera, autant que possible, des travaux éventuels le personnel des aéroports ou celui d'une entreprise désignée de l'autre partie contractante.

Article 6 : Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre partie contractante aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'annexe II ci-jointe. Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus

de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre partie contractante, ou par tout autre Etat.

Article 7 :

- a) Les lois et règlements de chaque partie contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre partie contractante.
- b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque partie contractante, l'entrée, le séjour et la sortie, des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et à la quarantaine.

Article 8 : Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 7 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Chaque partie contractante ne fera usage de ce droit qu'après une consultation au sens de l'article 9 ci-dessous à moins qu'un arrêt immédiat de l'exploitation ou l'application immédiate de conditions restrictives ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles contraventions aux lois ou règlements.

Article 9 : Chaque partie contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord et de ses annexes.

Cette consultation commencera au plus tard dans les soixante jours (60) à compter du jour de réception de la demande, à moins que les deux parties contractantes ne conviennent d'un autre délai.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord et ses annexes entreront en vigueur après confirmation par voie diplomatique.

Article 10 :

- a) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord et de ses annexes n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 9, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les gouvernements des parties contractantes, il sera soumis sur demande d'une des parties contractantes, à un tribunal arbitral.
- b) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux gouvernements désignera un arbitre ; ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.
Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation du président, chaque partie contractante pourra demander au président du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires.
- c) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.
- d) Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.
- e) Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut.

- f) Chaque partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

Article 11 : Le présent accord et ses annexes seront communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.

Article 12 : Le présent accord et ses annexes devront être mis en harmonie avec tout accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux parties contractantes.

Article 13 : Le gouvernement de S.M. le Roi du Maroc accorde au conseil exécutif de la République du Zaïre, et réciproquement, le conseil exécutif de la République du Zaïre accorde au gouvernement de S.M. le Roi du Maroc, le droit de faire exploiter par une ou des entreprises aériennes désignées par leurs gouvernements respectifs, les services aériens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe II du présent accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression " services agréés ".

Article 14 :

- a) Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la partie contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que
 - 1. la partie contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou des entreprises de transports aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées.
 - 2. La partie contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-dessus.
- b) Les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux autorités aéronautiques de la partie contractante qui concède les droits, la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Article 15 : La ou les entreprises aériennes désignées par l'une des parties contractantes conformément au présent accord, bénéficieront sur le territoire de l'autre partie contractante du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes énumérées à l'annexe II ci-jointe.

Article 16 : Les entreprises désignées par chacune des deux parties contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 17 :

- a) L'exploitation des services entre le territoire marocain et le territoire zaïrois, ou vice-versa, services exploités sur les routes figurant au tableau de l'annexe II au présent accord, constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial.
- b) Pour l'exploitation de ces services :
 - 1. la capacité sera répartie également entre les entreprises marocaines et zaïroises sous réserve du paragraphe 3 ci-dessous ;
 - 2. la capacité totale mise en oeuvre, sur chacune des routes, sera adaptée aux besoins qu'il est raisonnable de prévoir.

Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles des mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire de trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux autorités aéronautiques de leurs pays respectifs qui pourront se consulter si elles le jugent utile.

3. Au cas où l'une des parties contractantes ne désirerait pas utiliser sur une ou plusieurs routes, soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qui lui a été concédée, elle s'entendra avec l'autre partie contractante en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport dont elle dispose dans la limite prévue. La partie contractante qui aura transféré tous ou partie de ses droits pourra les reprendre au terme de ladite période.

Article 18 :

- a) Sur chacune des routes figurant au tableau II de l'annexe II au présent accord, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en oeuvre, à un coefficient d'utilisation raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la partie contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant lesdits services.
- b) Toutefois, la ou les entreprises désignées par l'une des parties contractantes pourront satisfaire, dans la limite de la capacité globale prévue à l'alinéa a) du présent article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenues et le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où ces besoins ne sont pas satisfaits par les services locaux et régionaux.
- c) Une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en oeuvre, en sus de celle visée à l'alinéa a), chaque fois que le justifieront les besoins du trafic des pays desservis par la route.

Article 19 :

- a) Les entreprises désignées indiqueront aux autorités aéronautiques des deux parties contractantes, trente jours (30) au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'appareils utilisés et les horaires envisagés. La même règle est valable pour les changements ultérieurs.
- b) Les autorités aéronautiques de chaque partie contractante fourniront sur demande aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante toutes données statistiques régulières ou autres des entreprises désignées pouvant être équitablement exigées pour contrôler la capacité de transport offerte par une entreprise désignée de la première partie contractante. Ces statistiques contiendront toutes les données nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine et la destination du trafic.

Article 20 :

- a) La fixation des tarifs à appliquer sur les services agréés desservant les routes zaïroises et marocaines figurant à l'annexe II du présent accord sera faite dans la mesure du possible par accord entre les entreprises désignées.
Ces entreprises procéderont :
 1. soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adaptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du transport aérien international (IATA) ;
 2. soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours.
- b) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque partie contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.
- c) Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe b) précédent, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 10 du présent accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la partie contractante qui aura fait connaître son désaccord, aura le droit d'exiger de l'autre partie contractante le maintien des tarifs préalablement en vigueur.

Article 21 : Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation aura effet douze mois (12) après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période, au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification quinze jours (15) après sa réception au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 22 : Le présent accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle les deux parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

Fait à Rabat, le 3 novembre 1976

en double exemplaire originaux, en langue française.

Pour le conseil exécutif de la République du Zaïre,

Atembina Te Bombo

Pour le gouvernement du Royaume du Maroc

Mohamed Mekouar.

*

Annexe I

Transports aériens commerciaux non réguliers

I) Vols libéralisés - conditions :

1. Chaque partie contractante accordera aux entreprises intéressées de l'autre partie contractante l'autorisation d'effectuer des transports aériens commerciaux non réguliers en provenance ou à destination de son territoire, sans leur imposer les "réglementations conditions et restrictions" prévu au 2e alinéa de l'article 5 de la convention lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes :
 - a) Transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse ;
 - b) Transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges, que la destination soit choisie par les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit codée au public.
 - c) Transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée à une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de cette capacité ne soit cédée à un tiers.
2. Il en est de même pour les aéronefs utilisés pour l'une des activités suivantes :
 - a) Transports exclusifs de fret ;

- b) Transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaisons par services aériens réguliers ;
- c) Transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur ou groupe de transporteurs n'a droit pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux mêmes centres de trafic.

Toutefois, chaque partie contractante peut exiger l'abandon des activités prévues ci-dessus si elle estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers.

De plus, en ce qui concerne l'activité mentionnée à l'alinéa b) du présent paragraphe, chaque partie contractante peut définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aéroports considérés) et modifier cette définition à tout moment.

II. Autres vols :

Les parties contractantes conviennent en outre que dans les cas non couverts par le paragraphe I une autorisation préalable pourra être exigée pour les transports aériens non réguliers, le délai dans lequel la demande doit être déposée ne dépassant pas deux jours ouvrables dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus, un délai plus long pourra être spécifié s'il s'agit d'une série plus importante de transports.

*
* *

Annexe II

Tableaux de routes

Tableau I :

1 - Routes marocaines :
Points au Maroc - Kinshasa.

2 - Routes zaïroises :
Points au Zaïre - Casablanca.

Tableau II :

1 - Routes marocaines :
Points au Maroc-Dakar - Abidjan - Lagos - Douala - Libreville - Kinshasa - un ou deux points au delà à déterminer.

2 - Routes zaïroises :
Points au Zaïre - Libreville - Douala - Lagos - Abidjan - Dakar - Casablanca - un ou deux points au-delà à déterminer.

Note : Les entreprises désignées pourront omettre, sur chacune des routes ci-dessus, une ou plusieurs escales intermédiaires à condition que celles-ci soient situées sur le territoire d'Etats tiers.